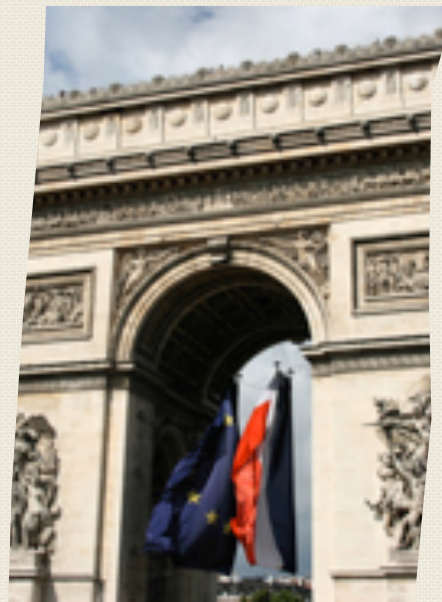


LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 15 DECEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) Sa dure encore et encore
- 2) Un militant dehors pour un kopeck, pas lui...
- 3) Le grand capitaliste financier
- 4) Vers une disparition prochaine ?
- 5) La révolte contre lui-même
- 6) Contre la fermeture des...
- 7) Baisse dans les sondages
- 8) Encore un sans-abri qui meurt...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) L'Assemblée vote une cinquième prolongation de l'état d'urgence, jusqu'au 15 juillet



Etat d'urgence à Paris après les attentats du 13 novembre. Une patrouille militaire sécurise les alentours de la butte Montmartre, dans le cadre du plan Vigipirate, le 26 novembre 2015 Photo Denis Allard.Réa pour Libération

L'Assemblée nationale a adopté par 288 voix contre 32, dans la nuit de mardi à mercredi, la prolongation de l'état d'urgence post-attentats, jusqu'au 15 juillet 2017, après les élections présidentielle et législatives.

La prolongation de l'état d'urgence devrait être votée conforme jeudi au Sénat afin d'éviter une interruption automatique de l'état d'urgence le 22 décembre, quinze jours après la démission du gouvernement Valls. La France connaîtra ainsi sa plus longue période d'état d'urgence ininterrompue - 20 mois - depuis la création de ce régime d'exception pendant la guerre d'Algérie.

La très grande partie de la majorité et de l'opposition ont voté pour. Seuls les députés Front de gauche, les écologistes contestataires et une poignée de députés LR ont voté contre. Durci par le Parlement depuis un an, le régime d'état d'urgence permet des assignations à résidence, des perquisitions administratives, des interdictions de cortèges, des contrôles d'identité et fouilles de bagages et de véhicules, des fermetures de lieux de réunion...

La prolongation jusqu'au 15 juillet permettra «d'enjamber» l'élection présidentielle d'avril-mai et les élections législatives de juin afin de laisser le soin à un nouveau gouvernement de décider (ou non) d'une sortie de l'état d'urgence. Le projet de loi stipule d'ailleurs que la prolongation ne sera pas interrompue par les démissions du gouvernement suivant les élections.

AFP



LAPRESSEENREVUE.EU

II) 19.500 euros, l'étonnante ardoise que le candidat Peillon doit au PS



Vincent Peillon à Strasbourg, le 13 décembre 2016. (P. HERTZOG/ AFP)

Selon "Le Canard enchaîné", le député européen n'est pas à jour de cotisation au PS...

L'Obs

Personne, il y a encore dix jours, n'imaginait Vincent Peillon faire son retour au premier plan de la vie politique française. Sa candidature à la primaire de la gauche, officialisée seulement dimanche, a tout de l'initiative improvisée. A tel point que beaucoup y voit surtout une manœuvre destinée à affaiblir Manuel Valls d'ici janvier.

L'ex-ministre de l'Education avait tellement pris ses distances avec la politique française ces dernières années qu'il n'est même pas à jour de cotisation au PS, apprend-t-on aujourd'hui, à la lecture du "Canard Enchaîné" du 14 décembre. "Depuis trois ans, il n'a pas payé sa cotise de militant de la section de Cherpy (Somme)", croit savoir l'hebdomadaire satirique.

Une ardoise de plus de 19.500 euros

Ce petit "détail" est tout sauf anodin. La candidature à la primaire de la gauche de Vincent Peillon ne peut en effet être validée que s'il a bien sa carte au Parti socialiste. Or le temps presse, les candidatures devant être déposées impérativement d'ici jeudi 15 décembre au plus tard...

Interrogé dès mardi soir sur le sujet par LCI, le socialiste n'a pas démenti l'information, promettant de rectifier le tir au plus vite.

"Il y a plus de 20 ans que je suis au PS. S'il y a des cotisations à mettre à jour, je les mettrai à jour avant le vote – et le dépôt des candidatures c'est jeudi –, je le ferai avec plaisir. [...] Cette question

va être réglée, vous allez voir, dans les 24 heures."

Décidément plutôt distrait, Vincent Peillon va devoir aussi adresser à son parti un autre chèque. Toujours selon "Le Canard enchaîné", le socialiste doit près de 19.500 euros au PS ! Selon les statuts du parti, chaque parlementaire est tenu de verser chaque mois une quote-part de son indemnité de mandat à sa formation politique. Or le député européen n'a rien versé au PS depuis son élection, en mai 2014. Et ce malgré plusieurs relances, précisent nos confrères.

"Cela démontre au moins qu'il n'a pas beaucoup de considération pour le PS", fait remarquer un proche de Jean-Christophe Cambadélis, cité par le « Canard ».

"Je veux un beau débat d'idées, pas un échange de boules-puantes"

En réponse à ces révélations, Vincent Peillon n'a pas manqué de s'étonner que de telles fuites sortent maintenant pour le disqualifier. Toujours au micro de LCI, il a lancé à l'adresse de ses adversaires :

"Je veux un beau débat d'idées, pas un échange de boules-puantes. Donc si certains sont un peu nerveux... [...] Vraiment j'appelle chacun – je le fais depuis un moment – à faire un débat d'idées, et j'aimerais qu'on fasse attention, surtout qu'on est devant les Français, à ne pas faire ce genre de choses. C'est pas exactement au niveau d'une présidentielle", a-t-il jugé.

Selon RTL, c'est le camp Valls qui serait à l'origine de cette révélation, citant notamment un parlementaire proche de l'ancien Premier ministre évoquant "une forme de bizutage".

S.B.Journaliste

tempsreel.nouvelobs.com



III) Aurélie Filippetti accuse Macron d'être le "candidat du grand capitalisme financier"

(AFP) - Aurélie Filippetti a appelé lundi Emmanuel Macron à "la transparence" dans le financement de sa campagne pour l'élection présidentielle, lui reprochant d'être "le candidat du grand capitalisme financier".



Aurélie Filippetti est l'ancienne ministre de la Culture de François Hollande (c) Afp

L'ancien ministre de l'Economie "a payé un meeting 400.000 euros", a dénoncé sur Radio Classique Aurélie Filippetti, soutien et compagne d'Arnaud Montebourg, candidat à la primaire organisée par le PS.

"Aucun candidat à la primaire de la gauche ni même à la primaire de la droite n'aurait pu se payer un tel meeting", a-t-elle assuré, rappelant qu'Emmanuel Macron "n'appartient pas à un parti" et ne bénéficie donc pas à ce titre de financement public. "Quand on appartient à un parti, l'avantage, c'est qu'on sait comment ce parti est financé", a-t-elle souligné. "Des fonds privés, s'ils mettent autant d'argent pour financer un meeting, c'est qu'ils en attendent quelque chose."

"Ca veut dire donc qu'Emmanuel Macron, c'est le candidat de ce grand capitalisme financier qui va attendre en retour des choses", a-t-elle poursuivi, faisant valoir que "les gens réclament de la transparence." "Mais surtout, si on regarde son programme, la suppression de l'ISF (une proposition qu'il n'a pas clairement formulée, ndlr), c'est un programme qui convient tout à fait justement à ce monde des banquiers d'affaires dont il vient", a lancé l'ex ministre de la Culture.

Interrogée sur la candidature de Vincent Peillon à la primaire, annoncée dimanche soir, Mme Filippetti a jugé que l'ex ministre de l'Education

est "quelqu'un de qualité", saluant "à la fois son parcours et son engagement intellectuel". "Je pense qu'il apportera quelque chose au débat", a-t-elle dit, relevant qu'"il s'inscrit dans l'héritage de François Hollande" et "donc va être sur le même plan que Manuel Valls".

(Avec AFP)

challenges.fr

IV) Le PS, parti sans retour ?



René Magritte, Le Tombeau des lutteurs

Menacé de pasokisation à force de compromis et de compromissions, le Parti socialiste est-il trop résilient pour disparaître, devra-t-il se sauver par sa gauche, ou bien est-il vraiment engagé sur la voie de son extinction ?

La présidentielle de 2017 enfoncera-t-elle le dernier clou dans le cercueil du PS ? À moins de cinq mois du scrutin, les sondages successifs le suggèrent : non seulement le PS serait balayé dès le premier tour, pour laisser place à un second tour droite-extrême droite, mais quelle que soit l'issue de la primaire de la Belle alliance en janvier, le candidat PS serait relégué en cinquième position, derrière François Fillon, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron.

Le coup de grâce pour un parti qui a perdu toutes les élections intermédiaires (municipales, européennes, sénatoriales, départementales, régionales et législatives partielles) depuis 2012 ? Côté adhésions, l'hémorragie se poursuit : fort de

280.000 militants en 2006, et de plus de 170 000 en 2012, on n'en compte plus que 120.000, dont seulement 42.300 seraient à jour de cotisation, d'après Le Canard enchaîné.

Le crépuscule des socio-démocrates

Un spectre hante Solferino : la pasokisation. En mai 2012, le parti socialiste panhellénique dégringole de 43,9% des voix à 13,2%, avant de chuter encore en juin à 12,3%, puis d'atterrir en janvier 2015 à 4,7%. Payant pour sa politique brutale de déflation salariale et de démantèlement de l'État social, le parti de Papandreou n'est plus que l'ombre de lui-même. Il faut dire que partout en Europe, les gouvernements socio-démocrates sont sanctionnés pour leur application aveugle et destructrice des mesures austéritaires exigées par les institutions européennes.

En Espagne, le PSOE est passé de 46% à 28% entre 2008 à 2011. Le ralliement de Zapatero à l'austérité « lui a fait perdre l'électorat centriste qui a préféré confier la gestion de cette austérité au PP, puis une grande partie de l'électorat de gauche en faveur de Podemos et des Indépendantistes catalans », explique Romaric Godin dans La Tribune. Le Labour irlandais a quant à lui enregistré en février le deuxième plus faible score de son histoire avec 6,6 % des voix, soit un tiers de ceux de 2011, après avoir voté toutes les coupes budgétaires imposées par la Troïka.

En Italie, le président du Conseil italien Matteo Renzi a dû démissionner la semaine dernière après l'échec du référendum sur sa réforme constitutionnelle visant à faciliter la mise en œuvre future des réformes structurelles. Les Travailleurs néerlandais du PvdA sont de leurs côtés donnés entre 8 et 10 % dans les intentions de vote aux élections législatives de mars 2017. Toutes ces formations sociales-démocrates ont démontré leur incapacité à offrir la moindre différence substantielle avec les programmes économiques des partis libéraux de droite.

Un Corbyn à la française ?

Une exception toutefois suscite l'espoir chez certains socialistes optimistes : éjecté du pouvoir en 2010, le Labour britannique a retrouvé depuis septembre 2015 ses couleurs socialistes sous le leadership de Jeremy Corbyn, réélu triomphalement en septembre dernier. « Il faut imaginer ce que serait en France le pendant de la situation britannique : Gérard Filoche recevrait l'investiture de son courant, Démocratie &

Socialisme ; soutenu par la CGT et le FO, il serait ensuite élu premier secrétaire du Parti socialiste par les députés, adhérents et sympathisants socialistes », expliquait en 2015 le politologue Philippe Marlière dans Le Monde.

Un scénario qui n'est pas sans déplaire au membre du Bureau national en question, qui rêve de gagner la primaire de gauche et de régénérer le PS par son aile gauche. Pour le moment, l'ex-inspecteur du travail, pourfendeur sans relâche de la Loi travail, n'a même pas suffisamment de signatures pour se présenter.

Au-delà du cas particulier de Filoche, qui a toujours été marginal au sein de Solferino, l'hypothèse de l'émergence d'un Corbyn tricolore au sein du PS est peu probable, ne serait-ce que pour des raisons institutionnelles : notre scrutin à deux tours ouvre un espace pour des partis à gauche du PS, là où le scrutin à un tour britannique oblige tous les courants à cohabiter au sein des grands partis. Le Labour a ainsi toujours compté des trotskistes, des communistes, des sociaux-libéraux, des syndicalistes, des socio-démocrates traditionnels, des blairistes libéraux...

Une rente de situation

A contrario, « la ligne majoritaire du PS reste la gauche modérée sociale-démocrate qu'incarnent Jospin ou Fabius, estime Rémi Lefebvre, professeur de science politique à l'université Lille-2. Des gens comme Anne Hidalgo et Claude Bartolone trouvent Valls trop de droite, trop clivant, mais jamais ils ne soutiendraient des candidats aussi radicaux que Montebourg, Hamon ou Lienemann. Ils se retrouvent donc à mettre en avant Vincent Peillon... ».

Faute de pouvoir se refonder sur des bases progressistes, le PS est-il condamné à sombrer ? Le système majoritaire implique certes qu'une baisse dans l'électorat peut entraîner une baisse plus importante du nombre de sièges, « mais il ne faut pas sous-estimer la force de résilience du PS. En 1993, il se retrouve avec une soixantaine de députés, en 1995 le match se joue essentiellement entre Balladur et Chirac, qui gagne facilement la présidentielle. Deux ans plus tard, le PS revient au pouvoir avec Jospin », rappelle Frédéric Sawicki, professeur de science politique à l'Université Paris 1.

« Le PS bénéficie depuis trente ans d'une rente de position électorale dominante lui permettant de conjurer la dispersion, renchérit Rémi Lefebvre. Quoi qu'il dise, quoi qu'il fasse, il reste le parti

"crédible" qui incarne le vote utile, qui peut gagner. Beaucoup de gens ont intérêt à garder la "marque" PS. On peut imaginer que le PS profite de la période à venir dans l'opposition pour se refaire une santé, à base de mea culpa et de discours de rénovation, et rebondisse au cours des élections locales, et ce serait reparti pour un tour. » De fait, vue la voie ultra-libérale que promet d'emprunter François Fillon s'il arrive à l'Élysée, le PS aura beau jeu de se qualifier comme "de gauche" en comparaison...

L'achever d'une bonne gauche ?

« Il n'empêche que le PS pourrait bien se "pasokiser" s'il fait moins de 10% au premier tour et passe derrière le Parti de gauche et s'il perd encore des circonscriptions aux législatives », affirme Rémi Lefebvre. Pour le meilleur ? « En Grèce la chute du PASOK a profité à Syriza, en Espagne la défaite du PSOE a profité à Podemos, mais en France, où la gauche radicale est minée par les divisions, un effondrement du PS risque de profiter un peu à Macron et beaucoup au FN, qui bénéficie d'une rente de situation depuis trente ans et qui a développé une stratégie efficace de séduction des classes populaires », craint Frédéric Sawicki, qui fait partie des signataires de la tribune publiée mardi dans Libération appelant tous les candidats, y compris Mélenchon, à participer à la primaire de gauche.

L'économiste Thomas Piketty, l'avocat William Bourdon, l'économiste Daniel Cohen ou encore la sociologue Dominique Méda, insistent que c'est le seul espoir de voir un candidat de gauche au second tour. Si Mélenchon « a peur d'être battu par Manuel Valls ou par Arnaud Montebourg dans la primaire de la gauche, est ce qu'il croit vraiment qu'il va battre François Fillon ou Marine Le Pen ? Ce n'est pas sérieux. Je pense qu'il a les moyens de remporter cette primaire », martelait Piketty vendredi dernier sur France Inter.

« Arithmétiquement, il a raison : si Mélenchon n'est pas capable de remporter la primaire, il n'a aucune chance de gagner la présidentielle, confirme Rémi Lefebvre. Sauf que pour le candidat du Parti de gauche, l'enjeu n'est pas de gagner la présidentielle, mais de faire exploser le PS et de prendre le magistère de la gauche. Il n'acceptera donc jamais de participer à la primaire de gauche, qui l'obligerait, en cas de défaite, à un mécanisme de solidarité avec le candidat PS. C'est aussi une stratégie rationnelle ».

V) Filoche: "Valls dit qu'il est le candidat de la révolte. Mais contre qui? Contre lui-même?"

Gérard Filoche a confirmé qu'il serait bien candidat à la primaire à gauche ce mercredi matin dans Bourdin Direct. "Ca devrait le faire!", a-t-il confirmé au sujet de ses parrainages. Il en a profité au passage pour tacler Manuel Valls, également concurrent à la primaire de la gauche.

Gérard Filoche sera bien candidat à la primaire à gauche qui se tiendra les 22 et 29 janvier. Ce mercredi matin, il a confirmé avoir les parrainages nécessaires à sa candidature: "Ca devrait le faire!", a-t-il dit. Précisant toutefois: "Je voudrais avoir encore plus de parrainages que nécessaire, je voudrais dépasser pour pas qu'il y ait d'embrouilles".

Il a, au passage, taclé Manuel Valls: "Si vous avez été contre la loi El Khomri l'an dernier, cette loi qui a cassé 100 ans de droit du travail, vous avez eu quoi? Vous avez eu un 49-3. Donc c'est le moment de votre contre ce 49-3. Et vous direz à Valls: 'ça ne se fait pas ce que vous avez fait'. Le faire sans qu'il y ait un vote nulle part, c'est insensé, c'était une vraie provocation. Maintenant il dit qu'il est le candidat de la révolte. Les bras m'en sont tombés, il se révolte contre qui? Contre lui-même?"

Le socialiste a également regretté que Jean-Luc Mélenchon fasse cavalier seul: "Je regrette que Mélenchon ne soit pas à la primaire, je me suis battu pour qu'il y soit. Si jamais j'étais élu mon premier geste serait d'appeler Jean-Luc Mélenchon et Yannick Jadot pour qu'on fasse un projet commun de gouvernement, parce qu'il faudra un seul candidat le 23 avril sinon la gauche sera éliminée. Je me bats depuis un an pour qu'on ait une grande primaire et là elle est un peu plus petite".



MAIS AUSSI :

Manuel Valls à des journalistes : "C'est vous qui représentez le système"



© Fournis par JDD

Manuel Valls s'est agacé de questions des journalistes mardi soir. (Reuters)

Est-il le "candidat du système"? C'est l'une des questions qui a passablement agacé Manuel Valls candidat à la primaire de la gauche mardi soir. L'autre question suggérant qu'il refuse l'étiquette de favori de la primaire parce qu'elle est "contre-productive". Manuel Valls a vertement répondu hier : "Ça ce sont vos questions, c'est vous qui êtes enfermés dans le système. C'est vous qui représentez le système, ce dont les Français ne veulent plus", a-t-il répliqué. "C'est grâce à vous qu'on peut convaincre, mais c'est toujours le même questionnement. Moi je veux convaincre les électeurs", a plaidé l'ex-Premier ministre.

"J'irai dans les débats avec la volonté de convaincre, avec des projets et des propositions: vous allez voir, ça va décoiffer", a-t-il promis, répétant ne pas être "le favori" mais "le challenger" de la primaire.

"Ça va décoiffer"

Un journaliste demande: "Ça va décoiffer" est-il le pendant du "Je vais casser la baraque" utilisé par François Fillon durant la primaire? "Vous voyez, vous n'êtes que dans cela. Plus vous êtes dans cela, plus les Français ne supportent plus le système", rétorque l'ancien Premier ministre. "Et moi je veux que la démocratie vive pleinement, c'est pour cela que je vous aime parce que vous êtes avec moi tous les jours", a-t-il alors tempéré.

"Vous êtes importants parce c'est grâce à vous qu'il y a aussi cette capacité à parler directement avec les Français, mais les Français attendent un débat sérieux", a lancé Manuel Valls avant de s'éclipser.



Microsoft

msn.com

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Bureaux de poste dans le Val-de-Marne : la résistance s'organise

Cécile Rousseau



La perspective de 3 000 à 4 000 fermetures de bureaux dans toute la France d'ici à 2017 inquiète fortement élus, usagers et postiers. Photo :AFP

Les élus communistes s'activent contre les fermetures de bureaux dans le département.

Les élus montent au créneau pour défendre leurs bureaux de poste. Hier matin, Christian Favier, président communiste du conseil général du Val-de-Marne, et Laurence Cohen, sénatrice du département, se sont rendus dans deux agences postales menacées de fermeture à Boissy-Saint-Léger et à Villeneuve-Saint-Georges. Depuis

plusieurs semaines, les rumeurs insistantes de disparition d'un tiers des bureaux dans le 94 inquiètent élus, postiers et usagers. À Villeneuve-Saint-Georges, l'agence de Graviers, en plein cœur d'un quartier populaire, est sur la sellette. Située dans un centre commercial quasi désaffecté, avec comme seul commerce voisin une pharmacie, elle constitue un phare de service public dans cette zone.

« La Poste doit rester un service d'intérêt général »

Pour Sylvie Altman, maire PCF de la ville, pas question de laisser La Poste désertier ces milieux sensibles. « Nous avons déjà perdu deux bureaux dans la ville, une partie des activités de l'un d'entre eux a été transférée dans un salon de coiffure.

Pour Graviers, je compte bien m'imposer dans le débat. C'est la seule agence dans un secteur de 10 000 habitants. » Ce matin-là, les usagers défilent sans discontinuer aux guichets. L'un d'entre eux, Meetiah, lettre en main, est agacé. Cet habitant du quartier depuis trente ans trouve souvent porte close. « J'y vais deux à trois fois par semaine pour retirer de l'argent et des recommandés.

Mais les horaires changent tout le temps, un coup c'est ouvert le matin, un coup l'après-midi. » Ces fermetures inopinées, liées au sous-effectif ou aux problèmes de sécurité selon La Poste, obligent les riverains à faire des kilomètres. « Plutôt que de supprimer le bureau, il faudrait élargir les heures d'ouverture », conclut-il.

Ces restrictions d'horaires pourraient encore empirer en 2017, avec des ouvertures uniquement le matin, prélude à une fermeture totale. Mais quid du rôle social de La Poste ? « Chaque mois, les usagers viennent en nombre retirer leurs allocations.

On ne peut pas vouloir devenir la Société générale et laisser cet endroit en déshérence », lance Sébastien Dandurand, secrétaire départemental de la Fapt CGT. Pour Jean-Louis Berlatier, secrétaire départemental SUD PTT, « La Poste utilise les problèmes réels de sécurité en les surdimensionnant pour justifier les disparitions de bureaux, en mode "There is no alternative" ».

En CHSCT, nous avons déjà demandé l'instauration de vigiles à l'entrée pour une autre agence. Mais la direction, obsédée par les économies, nous a dit que cela n'avait pas d'effet dissuasif ! »

Alors que la Cour des comptes, dans un rapport publié hier, préconise d'accélérer les transformations de La Poste, notamment via la suppression massive de bureaux au profit de points Poste chez des commerçants ou des agences postales communales (APC), Christian Favier tient à rappeler ses missions premières : « La Poste doit rester un service d'intérêt général, tout le monde doit pouvoir y accéder, quel que soit l'endroit. Si on ne mise que sur la rentabilité, à ce compte-là, il n'y aura plus de service public ces prochaines années. » La sénatrice Laurence Cohen est d'ailleurs loin d'être rassurée par les propos de Christophe Sirugue, secrétaire d'État en charge de l'Industrie, jeudi dernier au Sénat, sur l'avenir de La Poste : « On avait l'impression d'entendre le PDG de La Poste, pas un ministre défenseur du service public. » À l'initiative d'un vœu voté à l'unanimité au conseil général et d'une rencontre avec le directeur départemental du groupe, les parlementaires sont bien décidés à ne pas lâcher le morceau.

Cécile Rousseau
journaliste

I'Humanité.fr

VII) Présidentielle 2017 : Le Pen baisse dans les sondages, Hamon veut une VIème République



Marine Le Pen arriverait deuxième derrière François Fillon au premier tour de l'élection présidentielle, selon un sondage. (Crédits : BENOIT TESSIER)



Mathias Thépot @MathiasThepot

La Tribune publie son "journal de campagne" quotidien, reprenant les principaux faits et déclarations des candidats (et de leurs soutiens) à la présidentielle de 2017. Aujourd'hui : Le Pen qui baisse dans les sondages, trois ministres qui rallient Valls, et Hamon qui présente son programme.

Un sondage publié par le Monde et réalisé en partenariat avec le Cevipof et Ipsos-Sopra Steria montre que quel que soit le candidat socialiste (seuls Manuel Valls et Arnaud Montebourg sont testés dans l'enquête), et que François Bayrou soit présent ou non, c'est François Fillon qui arrivera en tête du premier tour de l'élection présidentielle : il est crédité de 26 % à 29 % des intentions de vote, selon les cas de figure, et devancerait la candidate du Front national Marine Le Pen de 2 à 4 points.

Mais le plus important enseignement de ce sondage est que Marine Le Pen est en baisse significative (de 2 à 5 points) par rapport au mois de novembre. Depuis mars, elle se situait entre 27 % et 30 % des intentions de vote, et aujourd'hui entre 24 % et 25 %.

A gauche, la situation de Jean-Luc Mélenchon reste stable : il est crédité d'entre 13 % à 14 % des suffrages. Très présent sur la scène médiatique ces derniers jours, Emmanuel Macron grimpe pour sa part dans ce sondage : il recueille entre 13 % à 15 % des votes virtuels contre 10 % à la mi-novembre si Manuel Valls est le candidat socialiste et jusqu'à 18 % si Arnaud Montebourg est candidat.

Valls rassemble ses soutiens

Trois ministres viennent de se rallier à Manuel Valls avant la primaire de la gauche. Jean-Yves Le Drian, Bruno Le Roux et Myriam El Khomri. Le Breton a déclaré dans une tribune publiée dans Ouest-France qu'« à l'heure où notre pays est confronté à des défis majeurs dans les domaines sécuritaires, économiques, sociaux et environnementaux, Manuel Valls incarne le courage et la volonté nécessaires pour porter la voix de la France et défendre les valeurs de la gauche.

Il saura rassembler notre famille politique autour du progrès social, notre socle commun ». « Je me reconnais pleinement dans sa capacité d'homme d'Etat à préserver ces grands équilibres. J'ai donc décidé de soutenir sa candidature à la présidence de la République », a ajouté le ministre de la Défense.

De son côté, la ministre du Travail a elle aussi indiqué qu'à « titre personnel », elle soutenait Manuel Valls. « Dans les moments difficiles, j'ai pu éprouver à la fois la réalité de son engagement et sa loyauté. Il a la dimension d'homme d'État pour faire gagner notre famille politique », estime Myriam El Khomri. Elle a toutefois précisé que son choix idéal aurait été celui de François Hollande

Hamon pour un VIème République

A la veille de la clôture des candidatures à la primaire de gauche, l'ancien ministre de l'Education nationale Benoît Hamon va détailler son programme électoral aujourd'hui. Ces deux principales mesures seront la priorité donnée à l'écologie et la mise en place d'une VIème République.

Benoît Hamon compte en effet donner plus de poids au Parlement, en introduisant une dose de proportionnelle aux élections législatives, et en prenant en compte le vote blanc. Le frondeur souhaite aussi instaurer un « 49.3 citoyen », qui permettrait à 1% des électeurs de demander l'examen ou la suspension de l'application d'une loi.

Par ailleurs, Benoît Hamon propose de mettre en place un revenu universel de 750 euros par mois (530 euros dans un premier temps) pour tous les citoyens ayant plus de 18 ans, qu'ils travaillent ou non.

Il financera les dépenses supplémentaires induites par la création de ce revenu de base par une fusion de certains minima sociaux, en individualisant de l'impôt sur le revenu, en réduisant les niches fiscales et en s'attaquant à l'évasion fiscale. La création de ce revenu universel sera accompagnée d'une réduction du temps de travail, mais aussi de la taxation de la robotisation de l'économie. Enfin, Benoît Hamon compte supprimer la loi Travail qui en plus de faire baisser les salaires, n'entraînera pas de création d'emplois, estime le candidat.

VIII) Georges, sans-abri de 57 ans, mort sur le banc d'un square parisien comme au moins 497 autres SDF

Georges, 57 ans, est mort le 23 novembre, comme des centaines de sans abri chaque année. Sa silhouette dégingandée, blouson de rocker, mains accrochées à ses béquilles, a laissé la place à de nombreux mots d'hommage.



Georges, 57 ans, est mort le 23 novembre, comme des centaines de sans abri chaque année (image d'illustration).
©Kenzo Tribouillard/AFP

Selon le décompte annuel publié ce mercredi 13 par le collectif Les morts de la rue, au moins 497 personnes sont décédées sans abri en 2015. "Georges dormait sur le deuxième banc à gauche", raconte Corinne, une habitante du IXe arrondissement de Paris, qui avait pris l'habitude de discuter avec lui. "Lorsque le square était fermé, il grimpait au-dessus de la barrière, alors qu'il était gravement handicapé." Depuis quelques semaines, elle se démenait pour le quinquagénaire dont la santé précaire l'alarmait. Elle l'aidait à refaire ses papiers d'identité perdus et avait alerté mairie et associations. Le 22 novembre, l'une d'elles lui répond finalement "on vient demain". Mais Georges meurt dans la nuit. "Ce qui est tragique, c'est que ça s'est joué à rien", enrage Corinne.

Né le 16 février 1959 à Compiègne, Georges était le fils d'un militaire belge, le troisième d'une fratrie de cinq. La famille connaît des difficultés financières puis des drames. A peine entré dans l'âge adulte, Georges perd ses deux parents et son jeune frère.

Il part à Paris puis en Haute-Savoie, travaille dans la restauration, devient majordome pour un particulier, puis se retrouve au chômage et tombe dans la précarité, il y a une quinzaine d'années. "C'était quelqu'un d'intelligent, adorable, qui avait de la conversation, mais je pense que notre histoire familiale nous a beaucoup fragilisés", témoigne son frère Patrick, l'aîné de la famille.

Dans le IXe arrondissement, Claude Petry, croisait régulièrement cet homme "grand, très mince, toujours avec son blouson en cuir, une grande mèche sur le côté". Arrivé il y a quelques mois seulement, il était devenu "une figure très attachante du quartier", selon une autre riveraine.

Après avoir passé une dizaine d'années dans un centre d'hébergement et de réinsertion sociale, où il repassait régulièrement, Georges avait été pris en charge en avril dans une structure destinée aux sans domicile fixe nécessitant des soins infirmiers. Il y partageait une chambre double.

Il avait quitté ce centre "de lui-même" en juillet, selon la directrice, et avait trouvé refuge dans un square du quartier. Depuis sa mort, sur les grilles, des voisins ont laissé de pancartes: "N'attendez pas une autre tragédie", "ouvrez les gymnases", "déclenchez dès aujourd'hui le plan grand froid". Devant un autel improvisé, Jackie regarde les bougies et petits mots laissés en hommage à son ami. "Tous mes copains meurent", dit d'une voix blanche ce sans-abri de 58 ans. Georges "c'était un compagnon pour moi, je lui ramenaient des vêtements, de la nourriture, à boire...".

Malgré sa santé, "il ne voulait pas rentrer au centre", et "avait du mal à accepter les règles. Peut-être aussi qu'il aurait voulu une chambre tout seul", hasarde son copain. "Il était très fier, et très attaché à sa liberté", décrit son frère qui avait perdu sa trace depuis plusieurs années. Le sachant dans la précarité, il "attendait" autant qu'il "redoutait" d'en apprendre le décès.

Quelques jours avant sa mort, Claude Gazel, une riveraine, croise Georges une dernière fois, "plein d'espoir": "il m'a dit +ça y est je vais avoir mes droits+. Il allait toucher de l'argent. Il voulait retourner du côté de Compiègne, louer une maison, avoir des poules". "Il ne se plaignait pas. Il n'a pas su nous dire et nous n'avons pas su voir sa détresse", ajoute-t-elle.

Georges est finalement mort à quelques centaines de mètres de son dernier lieu d'hébergement, cinq mois après l'avoir quitté. Laissant sur son banc son blouson en cuir, ses lunettes, une poignée de pièces jaunes. Et un livre de Jean d'Ormesson, Mon dernier rêve sera pour vous.

Auteur : La rédaction de FranceSoir.fr avec AFP

A Suivre...
La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse
de souhaiter un joyeux anniversaire à
votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com